

FR

FR

FR



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 29.1.2010
C(2010)544 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.1.2010

modifiant la Décision de la Commission n°C(2008)6866 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.1.2010

modifiant la Décision de la Commission n°C(2008)6866 relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) L'objectif du programme Experts Nationaux en Formation Professionnelle (ENFP) est de sensibiliser les jeunes fonctionnaires nationaux aux questions européennes et de leur donner un premier aperçu du mode de fonctionnement de la Commission. Cet objectif ne peut être rempli dès lors que la Commission exige une expérience professionnelle préalable à la formation.
- (2) Compte tenu de l'intention du législateur, il y a lieu de modifier les conditions d'éligibilité des Experts Nationaux en Formation Professionnelle (ENFP),

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La Décision n° C(2008)6866 est modifiée comme suit :

1. A l'article 29 de la Décision n° C(2008)6866, le paragraphe (2) est remplacé par le texte suivant :

"2. Les dispositions de l'article 1er, paragraphe 1, alinéas 1, 2, 3 et 5, ainsi que celles des paragraphes 3, 4 et 5 du même article s'appliquent par analogie aux ENFP."
2. A l'article 31 de la Décision n° C(2008)6866, le paragraphe (1) est remplacé par le texte suivant :

"1. Les dispositions de l'article 8 en matière de connaissances linguistiques s'appliquent par analogie aux ENFP."

Article 2

1. La présente décision entre en vigueur le 1^{er} février 2010.
2. A compter de sa date d'effet, elle s'applique :
 - aux ENFP qui prennent leurs fonctions ;
 - aux ENFP dont le détachement est en cours.

Article 3

Le directeur général de la DG HR est destinataire de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 29.1.2010

Par la Commission
Siim Kallas
Vice-président

